

Appel à textes / Call for Papers

Le bien-être : discours politique et politiques publiques dans le monde anglophone

Mise en contexte

Au cours de ces dix dernières années, les responsables politiques ont montré un intérêt renouvelé pour le concept de bien-être, ou de bonheur, deux termes qui sont souvent utilisés indifféremment dans le discours, et pour leur mesure au niveau national et régional. Au Royaume-Uni, le bien-être a commencé à susciter une attention nationale grandissante à partir de 2006. Il a alors été associé au bonheur, avec la publication très médiatisée des recherches de Layard, intitulées *Happiness. Lessons from the New Science* (2005), accompagnée de déclarations politiques comme celle de David Cameron, arguant en faveur de la mesure du bonheur intérieur brut. En réalité, il n'existe pas de définition officielle du bien-être au Royaume-Uni, comme nulle part ailleurs. Certains considèrent donc que le bien-être est l'équivalent du bonheur (Layard), tandis que d'autres relient le concept à la satisfaction, à la qualité de vie ou à la durabilité économique (OCDE, 2014, Scott, 2012).

La recherche récente sur le bien-être s'est centrée sur le bien-être subjectif qui, dans le domaine de la science économique, est proche de « l'utilitarisme délibératif » de John Stuart Mill : ce que les gens pensent et ressentent de leur vie. En effet, Mill rejetait l'hédonisme et défendait le bonheur humain consistant en l'exercice des capacités rationnelles de chacun. L'accent mis sur le bien-être « délibératif » est apparu après la publication de l'étude de 2009, rédigée sous la direction des économistes Jean-Paul Fitoussi, Amartya Sen, et Joseph Stiglitz, à la demande du Président Nicolas Sarkozy (Fitoussi, Sen, Stiglitz, 2009). L'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) a pris en compte les recommandations du rapport et publié un tableau de bord des indicateurs permettant de mesurer à la fois le bien-être objectif et subjectif. Dans le même esprit, en 2010, le premier ministre britannique David Cameron a chargé l'organisme national responsable des statistiques au Royaume-Uni, l'ONS, de créer un « indice du bonheur au Royaume-Uni », dans le cadre du projet sur le bien-être financé à hauteur de 2 millions de livres par année. Les documents de l'ONS considèrent ce type de bien-être subjectif comme

permettant de donner une mesure fiable du bien-être et l'organisme indique qu'il le privilégie par rapport aux normes hédonistes dans les enquêtes conduites par les pouvoirs publics ou par les organismes ayant reçu leur aval au Royaume-Uni (ONS 2010, 2012, 2016). De récentes études considèrent aussi que le bien-être « comporte trois caractéristiques principales : la dimension matérielle qui met l'accent sur le bien-être matériel et le niveau de vie, la dimension relationnelle qui privilégie les relations personnelles et sociales, et la dimension subjective qui accorde de l'importance aux valeurs et aux perceptions. » Ces trois dimensions sont interdépendantes et les frontières qui les séparent très largement fluides (McGregor, 2007 ; Sumner and Mallett, 2013).

Cependant, l'accent mis sur le bien-être subjectif et, en particulier, sur « l'utilitarisme délibératif » nous éloigne des questions plus objectives liées aux inégalités ou à la protection sociale (Blanchflower, 2009; Gadrey, 2012). En effet, les récentes mesures du bien-être au Royaume-Uni ne prennent pas en compte les inégalités structurelles ou les relations sociales entre les communautés, qui constituent également des moteurs essentiels du bien-être. En outre, la signification du bien-être subjectif se rapproche de celle de l'utilité économique, car elle traite de « l'avantage personnel retiré par un individu d'une interaction particulière ou d'un comportement particulier » (Eichhorn, 2013).

La résurgence, depuis les années 1980, du laissez-faire du libéralisme économique du XIXe siècle représente donc une clé permettant une meilleure compréhension du contexte actuel de la notion de bien-être, qui favorise moins la protection sociale d'une façon générale et se préoccupe davantage de mesurer le bien-être individuel (Scott, 2012; Eichhorn, 2013). L'enthousiasme pour la mesure du bien-être ne semble toutefois pas être partagé par les États-Unis, où le modèle néo-libéral constitue également un cadre essentiel du paysage économique, politique et social. En effet, ceux qui étaient à l'origine de la promotion de la mesure du bien-être (Miringoff, 1999 ; Kahneman & Krueger, 2006 ; Gallup, 2008-2016) ont eu du mal à convaincre les agences, les législateurs et le public qu'il serait utile de recueillir et d'analyser des données sur le bien-être subjectif afin de pouvoir guider les politiques publiques. C'est assez surprenant pour un pays dont la Déclaration d'indépendance mentionne clairement que la recherche du bonheur constitue l'un des droits inaliénables de ses citoyens. Il est fort probable que les études montrant que la motivation pour la recherche du bonheur ne se traduisait pas par davantage de bien-être pour les Américains, aient refroidi l'enthousiasme à dépasser le taux de croissance du PIB, et à mesurer le bien-être dans ce pays (Easterlin, 1974 ; Lane, 2000 ; Frey and Stutzer, 2002 ; Shah and Marks, 2004 ; Pauwels 2014).

Thématique du numéro

Après un examen attentif, il s'avère que le bien-être représente bien une caractéristique principale permettant de définir les politiques publiques aux États-Unis tout comme au Royaume-Uni, et aussi dans beaucoup d'autres nations anglophones au sein d'une grande diversité de cadres économiques et sociaux.

Ce numéro a donc pour objectif de tenter de dépasser les complexités en matière de définition et d'explorer comment le bien-être a été et est toujours représenté dans le discours politique ainsi que dans les politiques publiques économiques et sociales destinées à en assurer la promotion dans le monde anglophone. Des études comparatives avec d'autres cultures et pays non anglophones seront aussi les bienvenues

Nous serions très heureux de recevoir des articles traitant des questions suivantes :

- Les représentations historiques du bien-être promouvant la mise en place de politiques publiques et leur mise en œuvre
- Le discours politique contemporain sur le bien-être dans la conduite des politiques.
- Le discours sur le bien-être et les politiques mises œuvre dans les différents contextes sociaux et économiques : les politiques en matière d'éducation et leur mise en pratique, les systèmes et les services de santé, les réformes du marché du travail, le développement durable et l'environnement, les politiques publiques au niveau régional,...

Comité de coordination

- Dalingwater, Louise, Université Sorbonne Nouvelle, Paris 3
louise.dalingwater@univ-paris3.fr
- Costantini, Iside, Université de Bretagne Occidentale isidecost@hotmail.com
- Champroux, Nathalie, Université Paris Est Créteil, Créteil champroux@u-pec.fr

Modalités

Veillez envoyer le résumé de votre proposition (1 page maximum) avant le 8 juillet 2017 au comité de coordination du numéro, en anglais ou en français, au choix. Réponse du comité le 18 juillet 2017.

Une fois la proposition acceptée, la version complète du texte sera à remettre pour le 31 janvier 2018.

Les textes seront examinés de façon anonyme par deux lecteurs externes (ou trois s'il n'y a pas entente sur l'évaluation). Les auteurs doivent garder à l'esprit que la revue se garde le droit de refuser des articles à l'issue de cet examen.

Les articles soumis présenteront des résultats de recherche originaux et des qualités telles que la lisibilité et la pertinence par rapport à la problématique générale du numéro.

Protocole de rédaction

Les articles proposés au Comité de coordination doivent être originaux, ne pas avoir été soumis ailleurs et ne pas avoir été publiés dans une autre langue. Les articles doivent être rédigés en français ou en anglais et ne pas excéder 9 000 mots, notes et bibliographie incluses. Ils devront être accompagnés d'un court résumé d'une dizaine de lignes, en anglais et en français, et de cinq mots clé, en anglais et français également. Ils devront suivre les normes éditoriales de la revue, disponibles à l'adresse suivante :

<http://interventionseconomiques.revues.org/65>

L'auteur fournira les renseignements suivants : son nom, son adresse, son numéro de téléphone, son adresse électronique ainsi que son titre et son établissement de rattachement.

Les articles publiés restent la propriété de la revue.



Interventions économiques / Papers in Political Economy est une revue scientifique électronique qui présente des analyses et résultats de recherche pouvant provenir de l'ensemble des sciences sociales, mais privilégie les thèmes liés à l'économie politique, à la sociologie économique, au travail et à l'emploi, au développement (local, régional, international), à la mondialisation et à l'économie politique internationale, ainsi qu'à l'analyse des écrits d'auteurs importants dans ces différents champs. La revue est rattachée au réseau Revues.org.

Papers in Political Economy/ Interventions économiques publishes analysis and research results that can come from all social sciences, but focuses on topics related to political economy, economic sociology, work and employment, work organization, development issues (at the local, regional, international level), globalization and international political economy, and the analysis of the writings of major authors in these fields.

<http://interventionseconomiques.revues.org/>

Call for Papers

Wellbeing: Political Discourse and Policy in the Anglosphere

Context

In recent years, policymakers have shown renewed interest in the notion of wellbeing, or happiness, which are often interchangeable terms in discourse, and how it might be measured at a national and regional level. In the UK, wellbeing started to get wider national coverage from 2006 onwards by focusing on happiness, with Layard's highly publicised academic work *Happiness. Lessons from the New Science* (2005) and political statements such as the one made by David Cameron that same year, promoting the measurement of gross national happiness. There is no commonly agreed definition for wellbeing in the UK or indeed elsewhere. Some consider wellbeing to be equivalent to happiness (Layard), others relate the notion to life satisfaction, quality of life, sustainability. (OECD, 2014, Scott, 2012).

Recent attention to wellbeing has focused on subjective wellbeing which, in the field of economics, is close to John Stuart Mill's 'deliberative utilitarianism': how people think and feel about their lives. Indeed, Mill rejected hedonism and defended human happiness that consisted in the exercise of one's rational capacities. Emphasis on 'deliberative' wellbeing emerged after the publication of the 2009 study on alternatives to GDP, commissioned by French president Nicolas Sarkozy and led by the economists Jean-Paul Fitoussi, Amartya Sen and Joseph Stiglitz (Fitoussi, Sen, Stiglitz, 2009). The Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) took on the recommendations of the report and produced a dashboard of indicators to measure both objective and subjective wellbeing. In the same vein, in 2010, the Office for National Statistics (ONS) was asked by Prime Minister David Cameron to create a 'UK happiness index' as part of a £2m-a-year wellbeing project. ONS documentation refers to this kind of subjective wellbeing as evaluative accounts, which it claims is privileged over hedonistic accounts in government and recognized non-government surveys in the UK (ONS 2010, 2012, 2016). Recent approaches thus see wellbeing as "having three core dimensions: the material that emphasises practical welfare and standards of living; the relational that emphasises personal and social relations; and the subjective that emphasises values and perceptions. The three dimensions

are interlinked and their demarcations are highly fluid (McGregor, 2007; Sumner and Mallett, 2013)”.

However, the emphasis on subjective wellbeing and, in particular, ‘deliberative’ utilitarianism moves the focus away from other more objective concerns linked to inequality or welfare (Blanchflower, 2009; Gadrey, 2012). Indeed, the current wellbeing measures in the UK take no account of structural inequalities or social relations between communities, which are also significant key drivers of wellbeing. Moreover, subjective wellbeing is close to the sense of economic utility, relating to ‘personal benefit gained by an individual from a particular interaction or a particular behavior’ (Eichhorn 2013). The resurgence of 19th century laissez-faire economic liberalism since the 1980s is thus a key to the current context of wellbeing, which favours less general social welfare and a greater need to measure individual wellbeing (Scott, 2012; Eichhorn, 2013).

Nevertheless, there does not seem to be the same enthusiasm for wellbeing measurement in the US, where the neo-liberal model is also a significant framework for the economic, political and social landscape. Indeed, promoters of wellbeing measurement (Miringoff, 1999; Kahneman & Krueger, 2006; Gallup, 2008-2016) have had trouble in convincing agencies, legislators, and the general public that it would be worthwhile collecting and analysing subjective wellbeing data to guide public policy. This is surprising in a country whose Declaration of Independence clearly states that the pursuit of happiness is one of the inalienable rights of its citizens. Perhaps studies that have shown that the motivation to pursue happiness does not translate into greater wellbeing for Americans have dampened enthusiasm to go beyond GDP and measure wellbeing in this country (Easterlin, 1974; Lane, 2000; Frey and Stutzer, 2002; Shah and Marks, 2004, Pauwels).

Theme of this Issue

If we look closer at the evidence, wellbeing is a defining feature of public policy both in the US and the UK and, indeed, in many other English-speaking nations, in a variety of different economic and social settings. This publication thus aims to go beyond the definitional complexities and explore how wellbeing has been and is currently represented in political discourse and public policy in the Anglosphere to promote specific economic and social agendas and/or to promote public policy. We would also welcome comparative studies beyond the Anglosphere.

Articles could for example deal with the following issues:

Historical representations of wellbeing promoting public policy and practice

Contemporary political discourse on wellbeing in policymaking

Wellbeing discourse and policy in a variety of economic and social settings: education policy and practice, health systems and services, labour market reform, sustainable development and the environment, public policy at the regional level...

Coordinating Committee

- Dalingwater, Louise, Université Sorbonne Nouvelle, Paris
louise.dalingwater@univ-paris3.fr
- Costantini, Iside, Université de Bretagne Occidentale
isidecost@hotmail.com
- Champroux, Nathalie, Université Paris Est Créteil, Créteil
champroux@u-pec.fr

Terms and Conditions

Please send a summary of your proposal (max 1 page) to the Coordinating Committee of this issue by 8th July 2017.

Once the proposal is accepted (answers will be sent around 18 July), a full version of the paper is required by January 31st, 2018.

The papers will be reviewed anonymously by two peers (or by three, if there is no agreement on the evaluation). Authors should keep in mind that the journal may refuse articles after this peer review.

Submitted papers should present original research, with such qualities as readability and relevance to the issue's topic.

Editorial Guidelines

Papers sent to the Coordinating Committee must be original, not previously submitted elsewhere or published in another language. Papers must be in French or English and should not exceed 9000 words, including footnotes and bibliography. They must be accompanied by a short summary of ten lines, in both English and French, and by five keywords in English and in French. They should respect the editorial standards of the journal, which are available at the following address:

<http://interventionseconomiques.revues.org/65>

The author should provide the following information: name, address, telephone number, email address, title and institutional affiliation.

Articles published will remain the property of the journal.



Interventions économiques / Papers in Political Economy est une revue scientifique électronique qui présente des analyses et résultats de recherche pouvant provenir de l'ensemble des sciences sociales, mais privilégie les thèmes reliés à l'économie politique, à la sociologie économique, au travail et à l'emploi, au développement (local, régional, international), à la mondialisation et à l'économie politique internationale, ainsi qu'à l'analyse des écrits d'auteurs importants dans ces différents champs. La revue est rattachée au réseau Revues.org.

Papers in Political Economy/ Interventions économiques publishes analysis and research results that can come from all social sciences, but focuses on topics related to political economy, economic sociology, work and employment, work organization, development issues (at the local, regional, international level), globalization and international political economy, and the analysis of the writings of major authors in these fields.

<http://interventionseconomiques.revues.org/>